

DV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STAAT LEGISLATION - WETGEVING L
07-03-1990
Transmis à M. Overgemaakt aan de H. Vandemeulebroeck

L. 19.690/10.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, dixième chambre, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 22 février 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant le règlement du personnel du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement", a donné le 26 février l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tiende kamer, op 22 februari 1990 door de Minister van Sociale Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende reglement van het personeel van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu", heeft op 26 februari 1990 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION PREALABLE.

Hormis pour la disposition relative à l'emploi de premier commissaire sanitaire principal (rang 23) (p. 22 du texte français de l'annexe, et p. 20 du texte néerlandais), un arrêté royal n'est pas nécessaire pour réaliser l'objet que le ministre s'est fixé.

1. L'article 17, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dispose qu'un règlement pris par le ministre du département intéressé peut imposer, pour le recrutement à des grades déterminés ou à des emplois déterminés, la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers désignés parmi ceux qui sont énumérés au tableau annexé à l'arrêté. Dans ce cas, l'avis du secrétaire permanent au recrutement est obligatoire.

2. L'article 35 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat dispose comme suit en son alinéa 2 :

"Un arrêté ministériel, pris avec l'accord du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, peut subordonner l'octroi de certains grades à la réussite d'un examen d'avancement de grade. Le même arrêté fixe les conditions d'ancienneté requises pour pouvoir participer à l'examen".

Le projet exécute les dispositions sous 1 et 2.

3. Suivant l'article 64 du même arrêté royal :

"Un arrêté ministériel, pris avec l'accord du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, détermine les services où peuvent être instaurées des carrières planes ainsi que la série de grades qui composent ces carrières".

.../...

L'article 5, § 1er, du projet exécute cette disposition.

4. Une seule disposition du projet doit faire l'objet d'un arrêté royal. Il s'agit de la disposition "transitoire" visée plus haut et concernant la carrière plane du commissaire sanitaire principal.

Il est donc proposé de prendre deux arrêtés :

- a) un arrêté ministériel rassemblant l'ensemble du projet à la seule exception de la disposition "transitoire" relative au commissaire sanitaire principal;
- b) un arrêté royal portant disposition "transitoire" en ce qui concerne la carrière plane du commissaire sanitaire principal du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ARRETE MINISTERIEL.

Intitulé.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté ministériel relatif à la carrière du personnel du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement".

.../...

Préambule.

Il y aura lieu de remplacer la formule introductive par :

"Le Ministre des Affaires sociales (viennent ensuite les différents visas)

ARRETE : ".

Dans les visas, il y a lieu d'apporter les modifications suivantes :

1. Celui de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution doit être supprimé puisque l'auteur de l'arrêté n'est plus le Roi.

2. Celui de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 17, § 1er, modifié par les arrêtés royaux du 1er août 1975 et du 12 août 1981, l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969 et l'article 72, § 2, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969 et du 10 mars 1989".

3. Celui de l'arrêté royal du 7 août 1939 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment

.../...

l'article 35, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969, du 30 janvier 1978, du 12 août 1981 et du 28 octobre 1988, l'article 64, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969 et l'article 66, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969 et du 31 mai 1988 ".

Dispositif.

Article 3.

Le texte néerlandais de cet article appelle les observations formulées dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Paragraphe 1er.

De l'accord du fonctionnaire délégué, mieux vaut exclure expressément les agents du niveau 1 du champ d'application du paragraphe 1er.

Il faut donc écrire au début de l'alinéa 1er :

"En ce qui concerne les agents des niveaux 2, 3 et 4, la vérification des aptitudes professionnelles ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 2.

Au paragraphe 2, le mot "précitée" doit être supprimé.

Au 2°, le texte suivant correspondrait mieux aux intentions du ministre, telles qu'elles ont été précisées par le fonctionnaire délégué :

"2° quatre membres dont deux agents du département et deux délégués syndicaux".

Article 5.

Paragraphe 2.

L'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires en faveur de certains agents des administrations de l'Etat dispose en ces termes :

"L'agent de l'Etat, titulaire d'un grade des rangs 30, 42 ou 40 doté de l'une des échelles figurant dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous, peut être promu exclusivement selon les règles de la carrière plane, à un grade doté de l'échelle de traitements qui figure en regard de la première échelle dans la colonne de droite.

Par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 7 août 1939 relatif au signalement et à la carrière des agents de l'Etat, l'agent obtient la promotion dès qu'il compte une ancienneté de grade de quatre ans.

Echelle de traitements
du grade dont l'agent
est titulaire

30/4
30/3
30/2
30/1
42/3

Echelle de traitements
du grade de promotion

32/5
32/4
32/2
32/1
43/5

.../...

avec effet au 1er juillet 1988 :
42/2 158.397-190.607
42/1 3/1 x 2.314
2/2 x 1.634
10/2 x 2.200
Cl.18A.-N.4-G.A.
40/2 41/2
40/1 41/1".

Il ne fait aucun doute que l'expression "peut être promu exclusivement selon les règles de la carrière plane" signifie en réalité "ne peut être promu que selon les règles de la carrière plane" ainsi que l'indique clairement le texte néerlandais de la disposition.

Il s'ensuit que le paragraphe 2 de l'article 5 répète inutilement la règle qui figure déjà à l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 11 février 1977, tous les agents mentionnés étant titulaires de l'une des échelles de traitements qui figurent audit article 6.

A la suite de la suppression du paragraphe 2, le texte suivant est proposé pour l'article 5, étant entendu que la phrase introductive de l'actuel article 5, § 1er, du projet est superflue.

"Article 5.-

Le principe de la carrière plane s'applique aux grades suivants :

Médecin ... (la suite comme à l'actuel paragraphe 1er du projet)".

.../...

Article 6.

Cette disposition n'est pas en concordance avec le tableau (p. 24 du texte français et pp. 21 et 22 du texte néerlandais) qui prévoit outre l'accès par concours de recrutement au grade de réviseur-comptable, la possibilité d'un accès à ce grade pour les agents des rangs 21 et 20 qui ont réussi un examen d'avancement de grade.

Article 7.

Il serait préférable de rédiger cette disposition comme suit :

"Article 7.-

Est abrogé l'arrêté ministériel du 29 avril 1977, modifié par les arrêtés ministériels des 11 janvier 1979, 26 janvier 1979, 12 mars 1979, 7 décembre 1979, 22 janvier 1980, 28 janvier 1980, 24 avril 1980, 4 juillet 1980, 16 décembre 1981, 4 mai 1982, 21 octobre 1982, 25 août 1983 et 10 octobre 1985".

Article 9.

Il y a lieu de supprimer cet article.

Tableau.

Les références à l'article 5, § 1er, doivent être remplacées par des références à l'article 5.

.../...

Les références à l'"article 5, § 2, du présent arrêté" doivent être remplacées par des références à l'"article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat".

A la fin de l'annexe, il faut remplacer les mots "Vu pour être annexé à Notre arrêté" par les mots "Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel".

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ARRETE ROYAL.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal portant une disposition transitoire relative à la carrière plane du commissaire sanitaire principal du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement".

Préambule.

Le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

.../...

Vu l'arrêté royal du 31 août 1987 fixant le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement;

Vu l'avis du conseil de direction;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 14 avril 1989;

Vu le protocole du 22 janvier 1990 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du comité de secteur XII;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales".

Dispositif.

Article 1er.

Il s'agit d'inscrire dans cet article la règle portée par le tableau (p. 22 du texte français et p. 20 du texte néerlandais) en regard du grade de premier commissaire sanitaire principal.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Par dérogation à l'article 65, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, le commissaire sanitaire principal qui a réussi un examen d'avancement de grade au

rang 22, examen dont le procès-verbal a été clôturé le 3 janvier 1984, accède en carrière plane au grade de premier commissaire sanitaire principal après 12 ans d'ancienneté pécuniaire".

Les autres articles devraient être rédigés comme suit :

"Article 2.-

Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté ministériel relatif à la carrière du personnel du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement.

Article 3.-

Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté".

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Behalve voor de bepaling betreffende de betrekking van eerste eerstaanwezend gezondheidscommissaris (rang 23) (op blz. 22 van de Franse tekst van de bijlage en op blz. 20 van de Nederlandse tekst), is geen koninklijk besluit nodig om het doel te bereiken dat de minister zich heeft gesteld.

1. In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel wordt bepaald dat een door de minister van het betrokken departement uit te vaardigen verordening voor de werving in bepaalde graden of betrekkingen het bezit kan voorschrijven van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften aan te wijzen onder die welke zijn opgesomd in de bij het koninklijk besluit gevoegde tabel. In dat geval moet het advies van de Vaste Wervingssecretaris worden ingewonnen.

2. Het tweede lid van artikel 35 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel luidt als volgt :

"Een ministerieel besluit, genomen met de instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan voor het verlenen van bepaalde graden een examen voor verhoging in graad voorschrijven. Hetzelfde besluit bepaalt de anciënniteitsvoorwaarden om aan het examen te mogen deelnemen".

In het ontwerp wordt uitvoering gegeven aan de bepalingen onder 1 en 2.

.../...

3. Artikel 64 van hetzelfde koninklijk besluit luidt als volgt :

"Een ministerieel besluit, genomen met de instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt de diensten waar vlakke loopbanen worden ingesteld, alsmede de reeks graden waaruit deze loopbanen bestaan".

In artikel 5, § 1, van het ontwerp wordt aan die bepaling uitvoering gegeven.

4. Voor slechts één bepaling van het ontwerp moet er een koninklijk besluit worden vastgesteld. Het betreft de vorenbedoelde "overgangs"bepaling die betrekking heeft op de vlakke loopbaan van de eerstaanwezend gezondheidscommissaris.

Er wordt bijgevolg voorgesteld twee besluiten vast te stellen :

- a) een ministerieel besluit met daarin het hele ontwerp, met als enige uitzondering de "overgangs"bepaling betreffende de eerstaanwezend gezondheidscommissaris;
- b) een koninklijk besluit met een "overgangs"bepaling die betrekking heeft op de vlakke loopbaan van de eerstaanwezend gezondheidscommissaris van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu.

.../...

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN IN VERBAND MET HET MINISTERIEEL
BESLUIT.

Opschrift.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Ministerieel besluit betreffende de loopbaan van het personeel van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu".

Aanhef.

De inleidende formule moet worden vervangen door :

"De Minister van Sociale Zaken (voorts de verwijzingen).

BESLUIT :".

In de verwijzingen behoren de volgende wijzigingen te worden aangebracht :

1. De verwijzing naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet dient te vervallen daar het niet meer de Koning is die het besluit uitvaardigt.

2. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 dient als volgt te luiden :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 17, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975 en 12 augustus 1981, op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969 en op artikel 72, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 10 maart 1989".

3. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 dient als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 35, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 30 januari 1978, 12 augustus 1981 en 28 oktober 1988, op artikel 64, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969 en op artikel 66, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 31 mei 1988.

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

De Nederlandse tekst van artikel 3 van het ontwerp is voor verbetering vatbaar.

Paragraaf 1.

Men schrijve : "te verlenen betrekking" in plaats van "te begeben betrekking"; "het laatst opgegeven" in plaats van "laatst opgegeven" (dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4).

Paragraaf 2.

Men schrijve : "binnen tien dagen" in plaats van "binnen de tien dagen"; "doen geworden" in plaats van "laten geworden".

Paragraaf 3.

Men schrijve : "Wanneer de bekendmaking van vacante betrekking het vereist" in plaats van "Wanneer ... het vraagt".

Paragraaf 5.

Men schrijve : "toegestaan" in plaats van "toegelaten" en "bij een ter post afgegeven aangetekende brief" in plaats van "bij ter post neergelegde aangetekende brief".

Artikel 4.Paragraaf 1.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter is dat de personeelsleden van het niveau 1 uitdrukkelijk worden uitgesloten van de werkingssfeer van paragraaf 1.

.../...

Aan het begin van het eerste lid schrijve men
dus :

"Wat de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4
betreft, wordt het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid ...
(voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 2.

In paragraaf 2 behoort het woord "voornoemde" te
vervallen.

Wat 2° betreft, zou de bedoeling van de minister,
zoals de gemachtigde ambtenaar die heeft verduidelijkt, in
de volgende tekst beter tot uiting komen :

"2° vier leden, onder wie twee ambtenaren van het departe-
ment en twee vakbondsafgevaardigden".

Artikel 5.

Paragraaf 2.

Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van
11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en
geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden
in de rijksbesturen, luidt als volgt :

.../...

"De rijksambtenaar titularis van een graad van de rang 30, 42 of 40 waaraan een weddeschaal is verbonden die in de linkerkolom van onderstaande tabel voorkomt, kan uitsluitend worden bevorderd, volgens de regelen van de vlakke loopbaan, tot een graad waaraan de weddeschaal is verbonden die tegenover eerstbedoelde is vermeld.

In afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, bekomt de ambtenaar de bevordering zodra hij vier jaar graadanciënniteit heeft.

Weddeschaal verbonden
aan de graad waarvan
het personeelslid titularis is

Weddeschaal verbonden
aan de
bevorderingsgraad

30/4

32/5

30/3

32/4

30/2

32/2

30/1

32/1

42/3

43/5

vanaf 1 juli 1988 :

42/2

158.397-190.607

42/1

3/1 x 2.314

2/2 x 1.634

10/2 x 2.200

Kl.18j.-N.4-G.A.

40/2

41/2

40/1

41/1".

Het lijdt geen enkele twijfel dat de uitdrukking "peut être promu exclusivement selon les règles de la carrière plane" eigenlijk betekent "ne peut être promu que selon les règles de la carrière plane", zoals de Nederlandse tekst van de bepaling duidelijk aantoont.

Daaruit volgt dat paragraaf 2 van artikel 5 een overbodige herhaling is van de regel die reeds in artikel 6,

§ 1, van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 staat, aangezien alle vermelde personeelsleden één van de in het genoemde artikel 6 opgegeven weddeschalen hebben.

In aansluiting op het achterwege laten van paragraaf 2 wordt voor artikel 5 de volgende tekst voorgesteld, waarbij de inleidende volzin van het huidige artikel 5, § 1, van het ontwerp dan overbodig is.

"Artikel 5.-

Het beginsel van de vlakke loopbaan geldt voor de volgende graden :

- Geneesheer ... (voorts zoals in de huidige paragraaf 1 van het ontwerp).

Artikel 6.

Die bepaling is niet in overeenstemming met de tabel (blz. 21 en 22 van de Nederlandse tekst en blz. 24 van de Franse tekst), die niet alleen bepaalt dat de graad van revisor-boekhouding door een aanwervingsexamen kan worden verkregen, maar verder ook de personeelsleden van rang 21 en 20 die geslaagd zijn voor een examen voor bevordering in graad de mogelijkheid biedt om die graad te verkrijgen.

.../...

Artikel 7.

Het verdient aanbeveling om die bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

Het ministerieel besluit van 29 april 1977, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 11 januari 1979, 26 januari 1979, 12 maart 1979, 7 december 1979, 22 januari 1980, 28 januari 1980, 24 april 1980, 4 juli 1980, 16 december 1981, 4 mei 1982, 21 oktober 1982, 25 augustus 1983 en 10 oktober 1985, wordt opgeheven".

Artikel 9.

Dat artikel behoort te vervallen.

Tabel.

De verwijzingen naar artikel 5, § 1, moeten worden vervangen door verwijzingen naar artikel 5.

De verwijzingen naar "artikel 5, § 2, van dit besluit" moeten worden vervangen door verwijzingen naar "artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen".

.../...

Aan het slot van de bijlage moeten de woorden "Mij bekend om gevoegd te worden bij ons koninklijk besluit" worden vervangen door de woorden "Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit".

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit houdende een overgangsbepaling betreffende de vlakke loopbaan van de eerstaanwezende gezondheidscommissaris van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu".

Aanhef.

De aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1987 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu;

Gelet op het advies van de directieraad;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 14 april 1989;

Gelet op het protocol van 22 januari 1990 waarin de conclusies van de onderhandeling binnen het sectorcomité XII worden vermeld;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De bedoeling is in dat artikel de regel neer te leggen die in de tabel (blz. 20 van de Nederlandse tekst en blz. 22 van de Franse tekst) vermeld staat naast de graad van eerste eerstaanwezend gezondheidscommissaris.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

In afwijking van artikel 65, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, verkrijgt de eerstaanwezend gezondheidscommissaris die voor een examen voor bevordering in graad tot rang 22 is geslaagd, van welk examen het proces-verbaal op 3 januari 1984 is afgesloten, in de vlakke loopbaan de graad van eerste eerstaanwezend gezondheidscommissaris na 12 jaar geldelijke anciënniteit".

De andere artikelen zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als het ministerieel besluit betreffende de loopbaan van het personeel van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu.

Artikel 3.-

Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

P. MARTENS,

M. HANOTIAU,

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M.-Ch. MALCORPS,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M.-Ch. MALCORPS.

P. TAPIE.